

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Page 2 Chiffres clés au 31 décembre 2017

Page 3 Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 31 décembre 2017

Page 13 Comptes sociaux au 31 décembre 2017

Page 23 Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 31 décembre 2017

ÉTATS AU 31 DÉCEMBRE 2017



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

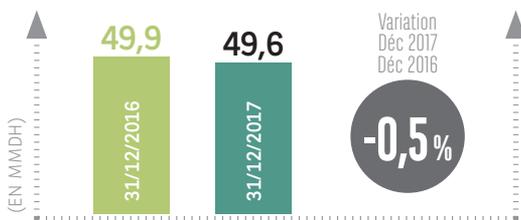


Le Groupe BMCI affiche au 31 décembre 2017 une hausse de **26,8%** du Résultat Net Consolidé Part du Groupe, atteignant **547 millions de dirhams**. Le Coût du Risque consolidé a diminué de **10,3%** à fin décembre 2017 pour s'établir à **524 millions de dirhams**, reflétant les efforts de maîtrise et d'anticipation des risques. Les Frais de Gestion Consolidés sont quasi-stables et s'élèvent à **1,586 milliard de dirhams**. Le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'établit quant à lui à **52,6%** à fin décembre 2017.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	3,02 MILLIARDS DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	1,4 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE	547 MILLIONS DE DIRHAMS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	52,6%
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	49,6 MILLIARDS DE DIRHAMS

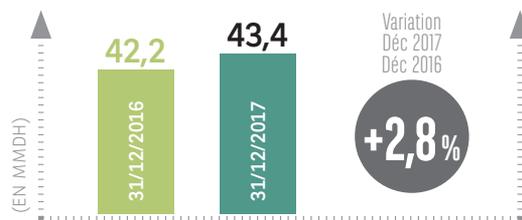
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Crédits par Caisse à la Clientèle Consolidés ont atteint 49,6 milliards de dirhams en décembre 2017 contre 49,9 milliards de dirhams en décembre 2016, soit une légère baisse de 0,5% par rapport à fin 2016. Par ailleurs, l'encours moyen des crédits à la clientèle a augmenté de 3,6% par rapport à l'exercice précédent.



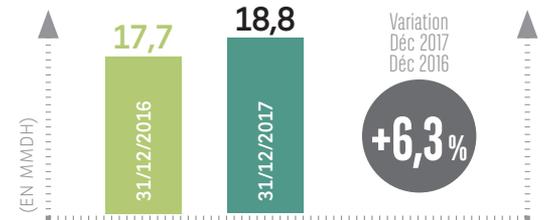
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Dépôts de la Clientèle Consolidés ont enregistré une hausse de 2,8%, pour atteindre 43,4 milliards de dirhams à fin décembre 2017 contre 42,2 milliards de dirhams en décembre 2016 avec une amélioration en terme de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 72%.



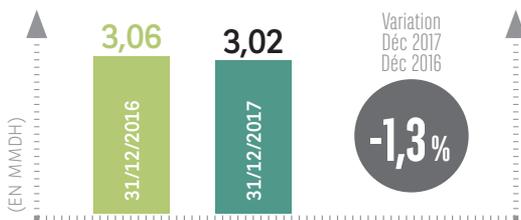
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Engagements par Signature Consolidés se sont établis à 18,8 milliards de dirhams à fin décembre 2017, soit une augmentation de 6,3% par rapport à fin décembre 2016.



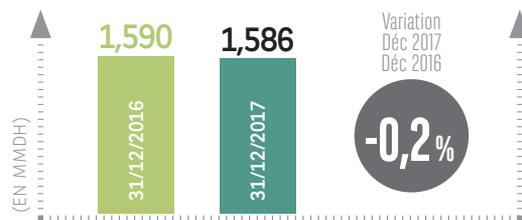
PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)

Le Groupe BMCI a réalisé un Produit Net Bancaire Consolidé de 3,02 milliards de dirhams à fin décembre 2017 en légère baisse de 1,3% par rapport à décembre 2016. Hors l'effet exceptionnel en 2016 de la démutualisation de la Bourse de Casablanca, le Produit Net Bancaire Consolidé est quasi-stable à -0,2%. La marge d'intérêt consolidée affiche une baisse de -2,5%, due à un effet de taux défavorable. Par ailleurs, une progression a été enregistrée au niveau de la marge sur commissions consolidée (+2,8%) et au niveau du résultat des opérations de marché (+11,1%).



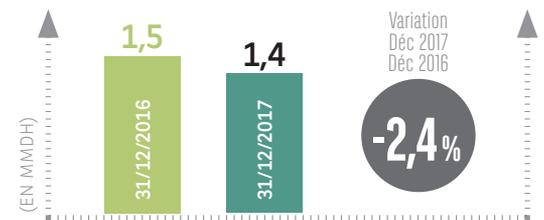
FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MMDH)

À fin décembre 2017, les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés et s'élèvent à 1,586 milliard de dirhams. Par ailleurs, le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'affiche à 52,6% à fin décembre 2017.



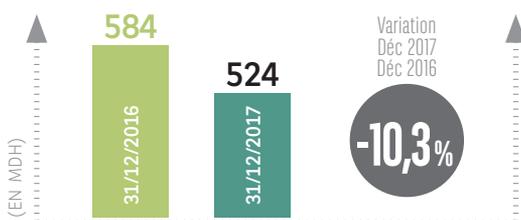
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MMDH)

Le Résultat Brut d'Exploitation Consolidé s'établit à 1,4 milliard de dirhams en décembre 2017, soit une baisse de 2,4% par rapport à décembre 2016.



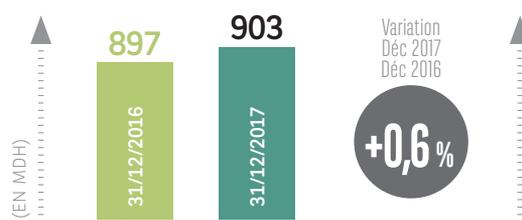
COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Coût du Risque Consolidé est en baisse de 10,3% en décembre 2017 par rapport à décembre 2016. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 79,8%.



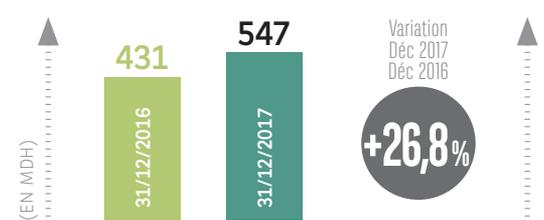
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Groupe BMCI affiche un Résultat Avant Impôts Consolidé de 903 millions de dirhams en décembre 2017, soit une augmentation de 0,6% par rapport à fin décembre 2016.



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE (EN MDH)

Le Résultat Net Consolidé Part du Groupe BMCI s'est établi à 547 millions de dirhams à fin décembre 2017, soit une hausse de 26,8% par rapport à fin décembre 2016.



L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de mars 2018 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : AAA (mar) • Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable • Note à court terme : F1+ (mar) • Note de soutien extérieur : 2



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, "Première application des normes d'information financière internationales", et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2017.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2017, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisées relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

Principes de consolidation

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites "entités ad'hoc" contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

Les immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles" du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements. Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus.

En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat.

La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles" du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique "Gains nets sur autres actifs immobilisés".

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités". Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
- Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque. L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT EN ANNÉES	POIDS DU COMPOSANT
Gros oeuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

Les immobilisations incorporelles

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

Les immeubles de placement

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 "Contrat de location" est applicable.

Avantages au personnel

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- Un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir.
- Une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- Les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- Les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- Les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne.
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des "Unités de Crédit Projetées", qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.



L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- ▣ Démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite.
- ▣ Financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants.

• **Options retenues par la BMCI :**

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des "unités de crédit projetées".

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, la BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternité sur les douze mois après la clôture de l'année.

Dérivés

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- ▣ Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- ▣ Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- ▣ Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé. Au 31 décembre 2017, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

Impôt exigible et impôt différé

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- ▣ Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- ▣ Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

Actifs financiers : Prêts et créances

La catégorie "Prêts et créances" inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• **Provision pour dépréciation des prêts et créances**

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de

valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le Groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique "Coût du risque" dit avéré ou spécifique.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque". À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de récupération.

Outre le risque avéré ou spécifique, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances "saines" vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique "Coût du risque" dit "base portefeuille".

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

Crédits hors marché

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

Actifs financiers : Titres

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• **Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :**

La catégorie des "Actifs financiers à la valeur de marché par résultat" comprend :

- ▣ Les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction) ;
- ▣ Les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• **Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :**

La catégorie des "Actifs financiers disponibles à la vente" comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• **Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :**

La catégorie "Titres détenus jusqu'à l'échéance" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans). Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• **Titres du portefeuille "Prêts et créances" :**

La catégorie "Prêts et créances" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le Groupe a l'intention de conserver durablement. Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• **Options retenues :**

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie "Prêts et créances".

• **Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres :**

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de "Dettes" appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique "Prêts et Créances", à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en "Actifs financiers à la valeur de marché par résultat".



Dépréciation des actifs financiers

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les "actifs financiers disponibles à la vente", essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente" et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

Dépôts de la clientèle

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

Contrat de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- Et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

Provisions du passif

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

Passifs éventuels

Au 31 décembre 2017, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

Utilisation des estimations pour la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire.
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés.
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques.
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en juste valeur par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers.
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels.
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée.
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIÈRE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

Information sectorielle

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe.

Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-) ;
- Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Bank AL-Maghrib n° 14/G/2013.

Ratio de solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Bank AL-Maghrib n° 26/G/2006.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank AL-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en oeuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.



Le dispositif de contrôle interne de la BNCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Le risque de taux et de liquidité ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction "conformité" a été mise en oeuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

Risque de crédit ou de contrepartie

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- La Note de Contrepartie, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BNCI qui bénéficie d'un crédit, quelle que soit la nature de la contrepartie ;
- Le Taux de Récupération Global, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BNCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit :

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du "double regard". Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinies, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi, les groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

Gestion du risque de concentration du crédit :

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt ;
- Risque de change ;
- Risque sur titre de propriété ;
- Risque sur produit de base ;
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BNCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du Groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions ;
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités ;
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques ;
- Adoption des standards du Groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché au niveau de la BNCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.

- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM "Group Risk Management" du Groupe BNP PARIBAS.

- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale. Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- **Position de change** : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- **Position de taux** : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- **Position obligataire** : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- **Position sur option** : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga).

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée.

Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêt, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BNCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : une limite en GEAR "Gross Earning at Risk" (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta - Gamma - Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BNCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la Banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise. Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en termes de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche "Mark To Market" qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille ;
- Une approche "Funding" qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

Risque de taux et de liquidité :

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes et réserves Banque Centrale ;
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR) ;
- Assurer la liquidité de la BNCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme ;
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating ;
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers ;
- Atténuer la variabilité des résultats ;
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial ;
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres ;



- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- Corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...);
- Incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...);
- Existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (Remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...).

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont "écoulées" selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (Produit Net Bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne.

Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité.

Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la Banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (Office des Changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et des concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- Le niveau d'exposition du Groupe en termes de risque de taux et de liquidité ;
- Le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques ;
- La réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché ;
- Le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels :

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant "un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs". Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standards. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II "Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes" ainsi que le Pilier III "Dispositif sur la discipline de marché". Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client. La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013.

• Organisation et gestion des risques :

Risque de crédit

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- D'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- De maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance ;
- D'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle II en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle II.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- Des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit) ;
- Une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004 et rattachée actuellement à la Direction des Risques ;
- Une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour ;
- Un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel ;

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- L'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI ;
- Un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données ;
- L'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels.

Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en termes de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opèrent notamment à travers :

- La maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant ;
- Des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs ;
- Un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en oeuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées ;
- Un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles ;
- Des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 958 890	2 004 800
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	471 730	495 365
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	8 422 412	7 255 460
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 238 985	1 856 411
Prêts et créances sur la clientèle	49 610 976	49 870 143
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Actifs d'impôt exigible	11 961	36 534
Actifs d'impôt différé	86 553	86 054
Comptes de régularisation et autres actifs	786 940	664 947
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	20 717	27 468
Immeubles de placement	24 974	23 080
Immobilisations corporelles	1 641 223	1 677 814
Immobilisations incorporelles	359 089	338 855
Écarts d'acquisition	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	65 722 171	64 424 652

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	902 593	897 372
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	184 501	171 120
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	524 113	584 047
+/- Dotations nettes aux provisions	-142 455	188 986
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9 483	16 244
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	24 282	-57 370
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	599 925	903 027
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	599 925	903 027
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-3 245 893	63 132
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	941 297	-1 692 040
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 106 362	-107 266
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	77 825	-87 712
- Impôts versés	-232 057	-252 781
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-1 352 466	-2 076 668
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	150 052	-276 269
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-2 732	-20 711
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-1 894	398
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-117 683	-144 369
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-122 309	-164 682
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-667 315	-401 729
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	372	-80
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-666 943	-401 809
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	-639 200	-842 760
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-639 200	-842 760
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	1 574 611	2 417 371
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 004 800	1 478 984
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-430 189	938 387
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	935 411	1 574 611
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 958 890	2 004 800
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-1 023 479	-430 189
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-639 200	-842 760

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	14 388	26 355
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 845 467	6 079 886
Dettes envers la clientèle	43 394 144	42 198 652
Titres de créance émis	6 323 259	4 004 896
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	43 435	11 367
Passifs d'impôt différé	439 940	392 374
Comptes de régularisation et autres passifs	2 021 907	1 822 089
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	299 838	442 293
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	754 685	754 313
Capital et réserves liées	4 641 881	4 641 881
Réserves consolidées	3 352 392	3 538 077
Part du Groupe	3 320 835	3 504 560
Part des minoritaires	31 557	33 517
Gains ou pertes latents ou différés, part du Groupe	44 992	80 723
Résultat net de l'exercice	545 841	432 744
Part du Groupe	547 056	431 353
Part des minoritaires	-1 215	1 391
TOTAL PASSIF IFRS	65 722 171	64 424 652
Capitaux propres	8 585 107	8 693 426
Part du Groupe	8 554 765	8 658 518
Part des intérêts minoritaires	30 342	34 908

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	3 023 369	3 010 357
Intérêts et charges assimilés	643 674	569 861
MARGE D'INTÉRÊT	2 379 694	2 440 495
Commissions perçues	547 100	539 239
Commissions servies	64 520	69 703
MARGE SUR COMMISSIONS	482 580	469 536
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	174 161	159 659
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	39 455	32 567
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	213 617	192 226
Produits des autres activités	49 673	78 213
Charges des autres activités	109 232	125 412
PRODUIT NET BANCAIRE	3 016 332	3 055 058
Charges générales d'exploitation	1 401 627	1 418 777
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	184 501	171 120
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 430 204	1 465 161
Coût du risque	524 113	584 032
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	906 091	881 128
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	9 483	16 244
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-12 981	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	902 593	897 372
Impôts sur les bénéfices	356 752	464 629
RÉSULTAT NET	545 841	432 744
Résultat hors Groupe	-1 215	1 391
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	547 056	431 353
Résultat par action (en dirham)	41	32
Résultat dilué par action (en dirham)		



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-398 378	-	-398 378	-3 350	-401 728
Autres	-	-	-	257	-	257	-	257
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015	-	-	-	431 353	-	431 353	1 389	432 742
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	5 039	5 039	-	5 039
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-664	-	-664	-	-664
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	-	-	-	-664	5 039	4 374	-	4 374
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-663 964	-	-663 964	-3 351	-667 315
Autres	-	-	-	50 274	-	50 274	-	50 274
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2017	-	-	-	547 056	-	547 056	-1 215	545 841
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	-35 731	-35 731	-	-35 731
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-1 387	-	-1 387	-	-1 387
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	-	-	-	-1 387	-35 731	-37 118	-	-37 118
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2017	1 327 928	3 313 953	-	3 867 892	44 992	8 554 765	30 342	8 585 107

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
RÉSULTAT NET	545 841	432 744
Écart de conversion	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	44 406	80 979
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	595	-256
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	44 992	80 723
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	590 833	513 467
Part du Groupe	592 048	512 076
Part des minoritaires	-1 215	1 391

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers de DH

	31/12/2017	31/12/2016
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	8 422 412	7 255 460
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	7 670 682	6 670 029
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	600 873	423 559
↳ Titres cotés	-	-
↳ Titres non cotés	600 873	423 559
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	45 461	53 753
↳ Titres cotés	-	8 213
↳ Titres non cotés	45 461	45 540
TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	105 395	108 119
TOTAL DES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	8 422 412	7 255 460

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers de DH

	31/12/2017			31/12/2016		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	7 553 903	34 278	-	6 562 345	85 636	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	599 772	426	2 286	421 867	595	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	44 562	0	-	53 060	3 187	-
Titres de participation non consolidés	105 404	38 321	-	108 119	41 474	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	118 772	-	-	110 070	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	8 422 412	73 026	2 286	7 255 460	130 892	2 286
TOTAL GAINS ET PERTES LATENTS	-	73 026	2 286	-	130 892	2 286
IMPÔTS DIFFÉRÉS	-	27 020	686	-	48 313	686
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE NETS	-	46 006	1 600	-	82 579	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE NETS PART GROUPE	-	46 006	1 600	-	82 579	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

En milliers de DH

	31/12/2017				31/12/2016			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	471 730	-	-	471 730	495 365	-	-	495 365
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	14 388	-	-	14 388	26 355	-	-	26 355
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-	-

IMMEUBLES DE PLACEMENT

En milliers de DH

	31/12/2016	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	33 898	-	3 062	-	-	-	36 960
Amortissements et provisions	10 818	-	-	-	-	1 168	11 986
VALEUR NETTE AU BILAN	23 080	-	3 062	-	-	-1 168	24 974



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/2016			31/12/2017		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains et constructions	1 758 565	472 470	1 286 095	1 831 529	511 429	1 320 100
Equip. mobilier, installation	513 041	381 767	131 274	515 150	405 222	109 928
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	742 049	481 604	260 445	732 326	521 131	211 195
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 013 655	1 335 841	1 677 814	3 079 005	1 437 782	1 641 223
Logiciels informatiques acquis	524 147	340 116	184 031	609 697	394 532	215 165
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	157 491	2 667	154 824	146 592	2 668	143 924
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	681 638	342 783	338 855	756 289	397 200	359 089

ÉCARTS D'ACQUISITIONS

	31/12/2016	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2017
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	2 238 985	1 856 411
Comptes et prêts	1 382 701	1 046 894
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	848 294	803 445
TOTAL EN PRINCIPAL	2 230 995	1 850 339
Créances rattachées	7 990	6 072
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	2 238 985	1 856 411
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	4 803 768	4 657 844
Comptes à vue	1 477 850	125 882
Comptes et avances à terme	3 301 068	4 497 374
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	24 850	34 588

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	3 845 467	6 078 886
Comptes et emprunts	3 783 369	5 556 997
Valeurs données en pension	51 060	500 210
TOTAL EN PRINCIPAL	3 834 429	6 057 207
Dettes rattachées	11 038	21 679
VALEUR AU BILAN	3 845 467	6 078 886
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	4 847 732	4 683 675
Comptes ordinaires créditeurs	1 433 588	141 898
Comptes et avances à terme	3 389 348	4 508 520
Dettes rattachées	24 796	33 257

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	En milliers de DH						
	Solde au 31/12/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	56 932			1 870	32 000		23 062
Provision pour engagements sociaux	85 786		8 724	3 819		-1 352	89 339
Provision pour litige et garanties de passif	57 850		7 601	6 966	4 926	-632	52 927
Provision pour risques fiscaux							
Provision pour impôts							
Autres provisions pour risques et charges	241 725		59 182	163 745		-2 652	134 510
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	442 293		75 507	176 400	36 926	-4 636	299 838

MARGE D'INTÉRÊT

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 729 085	386 217	2 342 868	2 787 826	377 455	2 410 372
Comptes et prêts / emprunts	2 442 255	282 505	2 159 750	2 479 691	292 672	2 187 020
Opérations de pensions	557	23 720	-23 163	2 254	11 604	-9 350
Opérations de location-financement	286 273	79 992	206 281	305 881	73 179	232 702
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	56 715	101 080	-44 365	28 627	55 853	-27 226
Comptes et prêts / emprunts	56 578	62 331	-5 753	26 995	50 586	-23 591
Opérations de pensions	137	38 749	-38 612	1 632	5 267	-3 635
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE		156 377	-156 377		136 554	-136 554
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	237 569		237 569	193 903		193 903
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	3 023 369	643 674	2 379 694	3 010 357	569 861	2 440 495



COMMISSIONS NETTES

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	124 348	63 193	61 155	120 806	68 768	52 038
Avec les établissements de crédit	-	377	-377	-	9	-9
Avec la clientèle	95 359	62 603	32 756	94 720	67 242	27 478
Sur titres	23 359	213	23 146	21 220	1 517	19 703
De change	5 221	0	5 221	4 564	-	4 564
Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	409	-	409	302	-	302
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	422 752	1 327	421 425	418 433	935	417 498
Produits nets de gestion d'OPCVM	47 846	1 317	46 529	50 422	43	50 379
Produits nets sur moyen de paiement	128 925	10	128 915	127 578	10	127 568
Assurance	75 448	-	75 448	69 581	882	68 699
Autres	170 533	-	170 533	170 852	-	170 852
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	547 100	64 520	482 580	539 239	69 703	469 536

COÛT DU RISQUE

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-814 143	-815 027
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-746 141	-735 399
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	-	-
Provisions engagements par signature	-4 500	-2 342
Autres provisions pour risques et charges	-63 502	-77 287
REPRISES DE PROVISIONS	526 652	590 947
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	471 794	556 180
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	-	-
Reprises de provisions engagements par signature	33 870	-
Reprises des autres provisions pour risques et charges	20 988	34 767
VARIATION DES PROVISIONS	-236 622	-359 951
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)	-	-
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-20 562	-17 414
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-227 001	-343 639
Décote sur les crédits restructurés	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	10 941	1 102
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-
COÛT DU RISQUE	-524 113	-584 032

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2017

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		20 569	4 892 195
Comptes ordinaires		20 569	35 865
Prêts			4 856 330
Titres			
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			39 055
TOTAL			4 931 250
PASSIF			
DÉPÔTS		712 000	45 865
Comptes ordinaires			35 865
Autres emprunts		712 000	10 000
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			
PASSIF DIVERS		4 440	4 885 383
TOTAL		716 440	4 931 248
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS DONNÉS			4 141 852
ENGAGEMENTS REÇUS			4 141 852

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2017

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			155 255
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		27 276	155 255
COMMISSIONS (PRODUITS)			38 041
COMMISSIONS (CHARGES)			17 913
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		1 905	26 128
LOYERS REÇUS		1 570	5 438

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2017

	En milliers de DH					
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Total
TOTAL BILAN	56 880 800	3 773 935	4 853 337	29 401	184 698	65 722 171
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	471 730					471 730
Actifs disponibles à la vente	8 378 236		0	13 143	31 033	8 422 412
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 177 929	14 513	28 693		17 850	2 238 985
Prêts et créances sur la clientèle	41 078 020	3 719 203	4 795 301	5 837	12 615	49 610 976
Immobilisations corporelles	1 541 453	171	6 561	627	92 412	1 641 223
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 306 285	5	2 539 176		1	3 845 467
Dettes envers la clientèle	42 515 256	5 088	873 800			43 394 144
Provisions techniques des contrats d'assurance						
Dettes subordonnées	754 685					754 685
Capitaux propres	8 238 610	243 986	62 250	27 007	13 255	8 585 107

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2017

	En milliers de DH						
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Éliminations	Total
MARGE D'INTÉRÊT	2 173 324	89 119	57 249	28 942	-3 718	63 720	2 379 694
MARGE SUR COMMISSIONS	410 184	709	10 723	28 942	52 149	-20 127	482 580
PRODUIT NET BANCAIRE	2 804 187	98 177	65 331	29 581	61 682	-42 626	3 016 332
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 356 593	37 641	6 614	13 352	13 771	-26 344	1 401 627
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	779 726	27 851	49 201	14 549	41 225	-6 462	906 091
RÉSULTAT NET	514 376	1 504	27 578	10 042	27 217	-34 874	545 841
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	514 321	2 773	27 578	10 042	27 217	-34 874	547 056



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/2017		31/12/2016	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	457 345		481 105	
↳ Titres cotés				
↳ Titres non cotés	457 345	-	481 105	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
↳ Titres cotés				
↳ Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	14 385		14 259	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	471 730	-	495 365	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	14 388	26 355
JUSTE VALEUR AU BILAN	14 388	26 355

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Par type de risque 31/12/2017	Valeur comptable		Montant notionnel
	actifs	passifs	
Capitaux propres			
Change	14 386	14 388	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	14 386	14 388	-

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 052 520	9 655 487
↳ D'ordre des établissements de crédit	3 702 501	3 558 368
↳ D'ordre de la clientèle	6 350 019	6 097 119
↳ Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	5 113 672	4 298 649
↳ Des établissements de crédit	5 113 672	4 298 649
↳ De l'état et d'autres organismes de garantie		

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	8 746 675	8 035 694
↳ Aux établissements de crédit	22 134	19 400
↳ À la clientèle	8 724 541	8 016 294
↳ Des établissements de crédit		
↳ De la clientèle		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	En milliers de DH				
	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	31 917	993 246	375 494	9 483
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	20 717	31 917	993 246	375 494	9 483

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2017		31/12/2016	
	Capital (en DH)	1 327 928 600	1 327 928 600	
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286		
Résultat Part Groupe (KDH)	547 056	431 353		
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	41	32		

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	6 323 259	4 004 896
Titres de créances négociables	6 323 259	4 004 896
Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	754 685	754 313
Emprunts subordonnés		
↳ À durée déterminée	754 685	754 313
↳ À durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
↳ À durée déterminée		
↳ À durée indéterminée		
TOTAL	7 077 944	4 759 209

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca

pwc
35, Rue Aziz Bellal
20 330 Casablanca

Aux actionnaires de la
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI) et ses filiales (Groupe BMCI), comprenant le bilan au 31 décembre 2017, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de **8.585.107 KMAD**, dont un bénéfice net consolidé de **545.841 KMAD**.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relative à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2017, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous soulignons que la filiale BMCI Leasing a reçu, en date du 6 octobre 2017, un avis de contrôle fiscal au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de l'impôt sur le revenu (IR) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) couvrant les exercices de 2013 à 2016 inclus. Ce contrôle fiscal est en cours à cette date.

Casablanca, le 20 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca
Tél : +212 (0) 31 22 40 78
Fax : +212 (0) 31 22 40 78

Fawzi Britel
Associé

PwC Maroc

PwC Maroc SARL
35, Rue Aziz Bellal
20 330 Casablanca
Tél : +212 (0) 31 22 40 78
Fax : +212 (0) 31 22 40 78

Mohamed Rajbate
Associé

COMMUNICATION FINANCIÈRE

COMPTES SOCIAUX





1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes actifs concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés. Au 31 décembre, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ;

En effet, la banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la Banque. À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
- Grosse informatique	10 ans
- Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat. Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC		
SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 958 877	2 004 789
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 660 595	5 666 632
À vue	2 272 893	1 006 335
À terme	4 387 703	4 660 297
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	38 571 693	39 561 789
Crédits de trésorerie et à la consommation	12 850 138	13 764 058
Crédits à l'équipement	9 572 205	9 074 145
Crédits immobiliers	14 480 532	14 769 270
Autres crédits	1 668 819	1 954 317
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 030 414	826 879
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	9 371 235	7 850 013
Bons du trésor et valeurs assimilées	8 087 719	6 878 971
Autres titres de créance	1 282 042	964 550
Titres de propriété	1 475	6 491
6. AUTRES ACTIFS	741 750	590 953
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	296 077	302 830
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	854 781	520 340
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	513 501	519 778
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 381 214	1 458 045
TOTAL DE L'ACTIF	61 380 136	59 302 048

HORS BILAN	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNÉS	22 530 831	21 022 297
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	425
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8 365 155	7 881 696
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	7 828 323	7 127 992
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 337 352	6 012 184
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	0	0
ENGAGEMENTS REÇUS	4 863 636	4 135 574
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 863 636	4 135 574
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2017 AU 31/12/2017	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 745 455	3 738 218
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	199 105	173 814
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 242 039	2 350 894
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	234 042	186 441
Produits sur titres de propriété	93 449	138 532
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	222 494	138 619
Commissions sur prestations de service	484 141	465 575
Autres produits bancaires	270 185	284 344
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 037 397	-897 087
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-67 262	-24 842
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-300 713	-313 356
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-161 431	-146 314
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-287 298	-153 271
Autres charges bancaires	-220 693	-259 304
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 708 058	2 841 131
Produits d'exploitation non bancaire	35 143	20 076
Charges d'exploitation non bancaire	-38 048	-9 848
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-1 539 559	-1 574 941
Charges de personnel	-850 790	-846 020
Impôts et taxes	-20 611	-19 630
Charges externes	-462 903	-504 226
Autres charges générales d'exploitation	-583	-445
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-204 672	-204 620
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-1 090 605	-1 671 962
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-809 424	-975 428
Pertes sur créances irrécouvrables	-196 393	-442 901
Autres dotations aux provisions	-84 787	-253 634
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	808 271	828 386
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	553 092	700 507
Récupérations sur créances amorties	11 472	1 102
Autres reprises de provisions	243 707	126 777
VII. RÉSULTAT COURANT	883 261	432 842
Produits non courants	208	3 397
Charges non courantes	-213 339	-26 754
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	670 130	409 485
Impôts sur les résultats	-183 100	-141 674
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	487 030	267 810
TOTAL PRODUITS	4 589 078	4 590 077
TOTAL CHARGES	-4 102 048	-4 322 267
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	487 030	267 810

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 311 109	2 527 085
À vue	887 815	332 089
À terme	423 295	2 194 996
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	42 559 717	41 661 641
Comptes à vue créditeurs	29 027 910	28 998 854
Comptes d'épargne	8 124 449	8 220 723
Dépôts à terme	3 946 023	2 752 458
Autres comptes créditeurs	1 461 335	1 689 606
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	6 950 196	4 422 312
Titres de créance négociables	6 950 196	4 422 312
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	1 686 036	1 456 593
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	224 303	408 714
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	754 318	754 313
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	3 284 453
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 929
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	2 795 044	3 191 198
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	487 030	267 810
TOTAL DU PASSIF	61 380 136	59 302 048

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2017 AU 31/12/2017	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1. (+) Intérêts et produits assimilés	2 675 186	2 711 149
2. (-) Intérêts et charges assimilées	529 406	484 512
MARGE D'INTÉRÊT	2 145 781	2 226 637
3. (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	222 494	138 619
4. (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	287 298	153 271
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-64 804	-14 652
5. (+) Commissions perçues	489 361	470 139
6. (-) Commissions servies	73 627	68 760
MARGE SUR COMMISSIONS	415 734	401 379
7. (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	20 789	21 001
8. (+) Résultats des opérations sur titres de placement	37 399	5 569
9. (+) Résultats des opérations de change	144 584	147 447
10. (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	-215	1 380
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	202 557	175 397
11. (+) Divers autres produits bancaires	102 242	146 469
12. (-) Diverses autres charges bancaires	93 451	94 098
PRODUIT NET BANCAIRE	2 708 058	2 841 131
13. (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	-11 664	13 706
14. (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	35 143	19 902
15. (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	29 428	9 847
16. (-) Charges générales d'exploitation	1 539 559	1 574 941
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 162 550	1 289 950
17. (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-441 253	-716 719
18. (+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	161 964	-140 389
RÉSULTAT COURANT	883 261	432 842
RÉSULTAT NON COURANT	-213 130	-23 357
19. (-) Impôts sur les résultats	183 100	141 674
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	487 030	267 810
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	487 030	267 810
20. (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	204 672	204 620
21. (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	5 651	125
22. (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	53 536	242 823
23. (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24. (+) Dotations non courantes	0	0
25. (-) Reprises de provisions	-219 374	-118 643
26. (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-27 746	-3 915
27. (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	28 330	3 526
28. (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	-174
29. (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	8 620	1
30. (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
± CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	540 718	596 174
- Bénéfices distribués	663 964	398 379
AUTOFINANCEMENT	-123 246	197 795

CRÉANCES SUBORDONNÉES DU 01/01/2017 AU 31/12/2017	En milliers de DH					
	Créances	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
		Brut 1	31/12/N Prov. 2	31/12/N-1 Net 3	31/12/N Net 4	31/12/N-1 Net 5
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				NÉANT		
Créances subordonnées à la clientèle				NÉANT		
TOTAL				NÉANT		



DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	31/12/2017	31/12/2016	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	6 924	13 225	
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	3 335	4 498	
DÉBITEURS DIVERS	170 464	165 200	
Sommes dues par l'État	142 815	141 266	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	2 204	2 168	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	25 445	21 767	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	129 724	130 120	
COMPTES DE RÉGULARISATION	431 303	277 910	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	6 834	2 682	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	16 796	21 141	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	64 267	50 894	
Autres comptes de régularisation	343 406	203 193	
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	1	1	
TOTAL	741 750	590 953	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	22 530 831	21 022 297	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	425	
Crédits documentaires import	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	
Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	425	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	8 365 155	7 881 696	
Crédits documentaires import	4 315 046	2 574 200	
Acceptations ou engagements de payer	1 158 025	1 042 479	
Ouvertures de crédits confirmés	218 674	203 168	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	2 673 409	4 061 850	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 828 323	7 127 992	
Crédits documentaires export confirmés	27 070	24 453	
Acceptations ou engagements de payer	10 732	10 719	
Garanties de crédits données	-	-	
Autres cautions, avals et garanties donnés	7 790 522	7 092 820	
Engagements en souffrance	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 337 352	6 012 184	
Garanties de crédits données	-	-	
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	3 613 325	3 583 941	
Autres cautions et garanties données	2 724 027	2 428 243	
Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES À LIVRER	-	-	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	4 863 636	4 135 574	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	
Ouvertures de crédit confirmés	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Autres engagements de financement reçus	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 863 636	4 135 574	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties reçues	4 863 636	4 135 574	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties reçues	-	-	
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-	

COMMISSIONS AU 31/12/2017		En milliers de DH	
Commissions	Montant		
COMMISSIONS PERÇUES	489 361		
Sur opérations de change	5 221		
Sur opérations sur titres	7 039		
Sur engagements sur titres	-		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	33 908		
Sur moyens de paiement	129 335		
Sur activités de conseil et d'assistance	24 721		
Sur ventes de produits d'assurances	26 866		
Commissions de fonctionnement de compte	30 146		
Commissions sur prestations de service sur crédit	65 756		
Sur autres prestations de service	166 370		
COMMISSIONS VERSÉES	73 627		
Sur opérations de change	-		
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-		
Sur produits dérivés	-		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-		
Sur moyens de paiement	44 822		
Sur activités de conseil et d'assistance	-		
Sur ventes de produits d'assurances	-		
Sur autres prestations de service	28 805		

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	31/12/2017	31/12/2016	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	8 519	15 566	
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 405	9 350	
CRÉDITEURS DIVERS	874 113	555 177	
Sommes dues à l'État	217 030	140 761	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	36 198	34 431	
Sommes diverses dues au personnel	36	42	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 803	1 569	
Fournisseurs de biens et services	14 163	19 378	
Divers autres créditeurs	604 882	358 995	
COMPTES DE RÉGULARISATION	801 999	876 501	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	117	493	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	471 976	512 779	
Charges à payer et produits constatés d'avance	181 783	176 006	
Autres comptes de régularisation	-	-	
Comptes transitoires ou d'attente créditeur	148 123	187 223	
TOTAL	1 686 036	1 456 593	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31/12/2017		En milliers de DH	
Catégorie des titres	Produits perçus		
Titres de participation	12 688		
Participations dans les entreprises liées	80 760		
Titres de l'activité de portefeuille	0		
Emplois assimilés	0		
TOTAL	93 449		

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2017		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant		
Titres achetés à réméré	NEANT		
Autres titres à livrer	NEANT		
ENGAGEMENTS REÇUS	Montant		
Titres vendus à réméré	NEANT		
Autres titres à recevoir	NEANT		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31/12/2017		En milliers de DH	
Bilan	Montant		
ACTIF	2 924 005		
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	6 964		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 304 500		
Créances sur la clientèle	315 354		
Titres de transaction et de placement et investissement	54 059		
Autres actifs	191 827		
Titres de participation et emplois assimilés	51 302		
Créances subordonnées	-		
Immobilisations données en crédit-bail et location	-		
Immobilisations incorporelles et corporelles	-		
PASSIF	2 924 005		
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	640 544		
Dépôts de la clientèle	2 207 786		
Titres de créance émis	-		
Autres passifs	75 675		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-		
Dettes subordonnées	-		
HORS BILAN			
Engagements donnés	10 981 608		
Engagements reçus	1 125		

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS		En milliers de DH			
Titres		OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
		31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME		2 962 459	2 774 316	-	-
Devises à recevoir		802 074	779 775	-	-
Dirhams à livrer		795 481	558 546	-	-
Devises à livrer		690 571	834 991	-	-
Dirhams à recevoir		674 334	601 005	-	-
Dont swaps financiers de devises		-	-	-	-
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS		3 458	1 179	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt		-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt		-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change		3 458	1 179	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments		-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		-	-	-	-
TOTAL		2 965 917	2 775 495		

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2017		En milliers de DH	
Indications de dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT		NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT		NEANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES AU 31/12/2017		En milliers de DH	
Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats	
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT		NEANT



AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2017

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	49 492
AUTRES PRODUITS BANCAIRES	270 185
AUTRES CHARGES BANCAIRES	220 693
Commentaires	
Dont gains sur titres de transaction	54 959
Dont plus-values de cession sur BDT	36 793
Dont produits sur engagements sur titres	0
Dont produits sur engagements sur produits dérivés	470
Dont produits sur opérations de change	161 990
Dont divers autres produits bancaires	8 793
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	7 180
Dont pertes sur titres de transaction	34 171
Dont moins-values de cession sur BDT	287
Dont charges sur moyens de paiement	44 822
Dont autres charges sur prestations de service	9 100
Dont charges sur engagements de titres	213
Dont charges sur produits dérivés	685
Dont pertes sur opérations de change	31 677
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	81 680
Dont dotations aux prov. dépréciat. des titres de placement	6 286
Diverses charges bancaires	11 771

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE

MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	35 143
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	38 048
Commentaires	
PRODUITS	
➤ Dont produits sur valeurs et emplois divers	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	27 746
➤ Dont produits accessoires	662
➤ Dont autres produits d'exploitation non bancaire	6 734
CHARGES	
➤ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers	1 099
➤ Dont moins-values de cession sur immobilisations	36 950

AUTRES CHARGES

MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	MONTANT
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	1 090 605
Commentaires	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	809 424
Dont pertes sur créances irrécouvrables	196 393
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	5 651
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	79 136
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	0

AUTRES PRODUITS

MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	MONTANT
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	808 271
Commentaires	
Dont reprise de provisions pour créances en souffrance	553 092
Dont récupérations sur créances amorties	11 472
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 607
Dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	0
Dont reprise de provisions pour autres risques et charges	232 762
Dont reprise de provisions réglementées	0
Dont reprise des autres provisions	8 338

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	208
CHARGES NON COURANTES	213 339

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2017

En milliers de DH

Produits et charges	Montant
PRODUITS	256 171
Gains sur les titres de transaction	54 959
Plus-value de cession sur titres de placement	36 793
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	7 180
Gains sur les produits dérivés	470
Gains sur les opérations de change	156 769
CHARGES	53 614
Pertes sur les titres de transaction	34 171
Moins-value de cession sur titres de placement	287
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	6 286
Pertes sur les produits dérivés	685
Pertes sur opérations de change	12 185
RÉSULTAT	202 557

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2017

En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	850 790
Commentaires	
Dont salaires et appointements	482 680
Dont primes et gratifications	114 142
Dont charges d'assurances sociales	148 911
Dont charges de retraite	6 917
Dont charges de formation	17 757
Dont autres charges de personnel	80 383

CHARGES

MONTANT

IMPÔTS ET TAXES	MONTANT
IMPÔTS ET TAXES	20 611
Commentaires	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	11
Patente	13 785
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	128
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxes et droits assimilés	6 687

CHARGES

MONTANT

CHARGES EXTERNES	MONTANT
CHARGES EXTERNES	462 903
Commentaires	
Dont loyers de crédit-bail et de location	61 447
Dont frais d'entretien et de réparation	68 280
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	94 097
Prime d'assurance	3 682
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	23 441
Dont transports et déplacements	45 536
Mission et réception	8 360
Dont publicité et publication	48 726
Frais postaux et télécommunications	74 681
Frais de recherche et de documentation	316
Frais de conseils et d'assemblée	982
Dons et cotisations	4 374
Fournitures de bureau et imprimés	5 863
Dont autres charges externes	23 118

CHARGES

MONTANT

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	MONTANT
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	583
Commentaires	
Dont pénalités et débits	16
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	567

CHARGES

MONTANT

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	MONTANT
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	204 672
Commentaires	

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017

En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2016	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2017
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION				
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	0	0	3 284 453
Réserve légale	132 793	0	0	132 793
Autres réserves	366 714	0	0	366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946	0	0	2 784 946
CAPITAL	1 327 929	0	0	1 327 929
Capital appelé	1 327 929	0	0	1 327 929
Capital non appelé	0	0	0	0
Certificats d'investissement	0	0	0	0
Fonds de dotations	0	0	0	0
ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 191 198	663 964	0	2 795 044
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2016	267 810			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2017				487 030
TOTAL	8 071 390			7 894 456

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31/12/2017

En milliers de DH

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
			Financiers	Non financiers		
TITRES COTÉS	0	0	0	0	0	5 016
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Obligations	0	0	0	0	0	0
Autres titres de créance	0	0	0	0	0	0
Titres de propriété	0	0	0	0	0	5 016
TITRES NON COTÉS	1 246 782	7 970 947	28	29 820	9 247 578	7 731 566
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	7 970 947	0	0	7 970 947	6 774 783
Obligations	0	0	0	28 374	28 374	37 832
Autres titres de créance	1 246 782	0	0	0	1 246 782	917 477
Titres de propriété	0	0	28	1 446	1 475	1 475
TOTAL	1 246 782	7 970 947	28	29 820	9 247 578	7 736 582

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2017

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES DE TRÉSORERIE	273 584	987	8 030 087	232 237	8 536 895	9 694 472
Comptes à vue débiteurs	12 558	987	3 930 905	137 086	4 081 536	3 957 222
Créances commerciales sur le Maroc	117		2 227 880	34 559	2 262 556	2 308 301
Crédits à l'exportation			50 895		50 895	76 899
Autres crédits de trésorerie	260 909		1 820 407	60 593	2 141 909	3 352 050
CRÉDITS À LA CONSOMMATION			99 723	4 160 857	4 260 580	4 014 394
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT	2 574 290		6 868 255	54 942	9 497 487	9 015 424
CRÉDITS IMMOBILIERS			1 602 424	12 848 697	14 451 121	14 739 760
AUTRES CRÉDITS	127 114	270 745	13 210		411 069	302 910
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 026 433		1 026 433	823 919
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	35 883	4 188	58 194	62 508	160 773	146 383
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	0	0	840 525	417 225	1 257 750	1 651 407
Créances pré-douteuses			0	0	0	0
Créances douteuses			215 985	122 408	338 392	830 576
Créances compromises			624 540	294 818	919 357	820 832
TOTAL	3 010 871	275 920	18 538 850	17 776 467	39 602 107	40 388 669

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2017

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 357 625	19 699	8 229	731 621	2 117 174	1 802 236
VALEURS REÇUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
Au jour le jour		0	0		0	0
À terme			0		0	0
PRÊTS DE TRÉSORERIE	0	500 000	2 178 645	5 672	2 684 317	1 947 418
Au jour le jour	0	0	1 432 905		1 432 905	500 738
À terme	0	500 000	745 740	5 672	1 251 412	1 446 680
PRÊTS FINANCIERS	0	0	3 092 922	0	3 092 922	3 158 325
AUTRES CRÉANCES	0	79 896	0	0	79 896	53 445
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	0	9 982	33 147	782	43 911	55 967
TOTAL	1 357 625	609 577	5 312 943	738 075	8 018 221	7 017 392

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2017

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	0	16 915	60 319	738 101	815 334	248 922
VALEURS DONNÉES EN PENSION	0	0	51 060	0	51 060	500 210
Au jour le jour	0		51 060		51 060	0
À terme	0		0		0	500 210
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	0	0	175 000	0	175 000	1 449 154
Au jour le jour				0	0	66 500
À terme	0		175 000	0	175 000	1 382 654
EMPRUNTS FINANCIERS	0	0	8 202	0	8 202	8 202
AUTRES DETTES	0	0	254 278	0	254 278	306 244
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	0	0	4 643	2 592	7 235	14 352
TOTAL	0	16 915	553 502	740 693	1 311 110	2 527 085

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2017

En milliers de DH

DÉPÔTS	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 31/12/2017	Total au 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS	278 562	393 011	9 401 051	18 732 600	28 805 224	28 602 380
COMPTE D'ÉPARGNE	0	0	0	8 124 450	8 124 450	8 220 724
DÉPÔTS À TERME	501 822	425 733	875 468	2 116 411	3 919 434	2 726 802
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS	319	78 069	1 365 350	237 082	1 680 820	2 082 081
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	58	4 950	5 805	18 975	29 788	29 655
TOTAL	780 761	901 763	11 647 674	29 229 519	42 559 717	41 661 641

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2017

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-		
Hypothèques	26 882 546		
Autres valeurs et sûretés réelles	30 104 982		
TOTAL	56 987 528		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	581 700	BDT donnés en garantie CDG	581 700
TOTAL	581 700		581 700



TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2017

En milliers de DH

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	DONT		
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Montant (1)	entreprises liées	autres apparentés
Certificats de dépôt	29/12/2016	02/01/2018	100	2,55		118 400			
Certificats de dépôt	31/01/2017	02/02/2018	100	2,6		211 800			
Certificats de dépôt	28/02/2017	02/03/2018	100	2,65		161 800			
Certificats de dépôt	30/03/2017	03/04/2018	100	2,6		149 300			
Certificats de dépôt	27/04/2017	02/05/2018	100	2,5		240 500			
Certificats de dépôt	31/05/2017	01/06/2018	100	2,5		130 200			
Certificats de dépôt	17/07/2017	01/08/2018	100	2,55		104 700			
Certificats de dépôt	31/07/2017	01/08/2018	100	2,55		183 200			
Certificats de dépôt	31/08/2017	04/09/2018	100	2,6		97 800			
Certificats de dépôt	29/09/2017	02/10/2018	100	2,6		214 500			
Certificats de dépôt	24/10/2017	01/11/2018	100	2,55		119 100			
Certificats de dépôt	31/10/2017	07/11/2018	100	2,55		148 000			
Certificats de dépôt	30/11/2017	04/12/2018	100	2,55		128 400			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		40 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		50 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		60 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		28 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		2 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		25 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		75 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		30 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		20 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		15 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		6 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		4 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		38 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		3 000			
Certificats de dépôt	13/12/2017	12/12/2018	100	2,5		4 000			
Certificats de dépôt	26/12/2017	02/01/2019	100	2,6		82 000			
Certificats de dépôt	29/12/2017	04/01/2019	100	2,55		151 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		6 200			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		5 400			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 900			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		2 600			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		13 700			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		18 700			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		25 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		56 600			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		3 700			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		4 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		4 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		10 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		8 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		7 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		6 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		40 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		20 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		20 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		50 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		50 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 800			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		25 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		14 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 900			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		2 600			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 800			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 800			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 900			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 800			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		35 900			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		14 700			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		2 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		700			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,4		5 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,40		5 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,40		1 300			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	20/07/2017	01/02/2018	100	2,40		2 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		40 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		40 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		50 000			

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	DONT		
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Montant (1)	entreprises liées	autres apparentés
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		50 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		240 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		50 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		10 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		10 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		20 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		20 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		30 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		50 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		1 200			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		25 400			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		4 200			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		4 800			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		11 600			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		30 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		29 300			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		21 200			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		16 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		15 000			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		10 100			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		29 300			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		29 300			
Certificats de dépôt	31/08/2017	05/03/2018	100	2,38		12 600			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		300 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		10 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		150 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		410 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		60 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		60 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		40 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		30 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		30 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		20 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		15 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		4 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		96 000			
Certificats de dépôt	25/09/2017	02/04/2018	100	2,40		100 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		50 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		50 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		80 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		100 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		5 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		10 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		30 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		35 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		70 000			
Certificats de dépôt	15/09/2017	04/01/2018	100	2,32		70 000			
Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,50		6 000			
Certificats de dépôt	23/02/2016	01/02/2018	100	3,15		64 800			
Certificats de dépôt	31/10/2017	01/10/2019	100	2,80		30 100			
Certificats de dépôt	02/06/2017	02/05/2019	100	2,80		93 000			
Certificats de dépôt	31/07/2017	01/07/2019	100	2,85		19 500			
Certificats de dépôt	01/02/2016	01/02/2018	100Tx révisable			13 056			
Certificats de dépôt	22/02/2016	22/02/2018	100Tx révisable			23 881			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100Tx révisable			26 967			
Certificats de dépôt	30/05/2016	30/05/2018	100Tx révisable			58 688			
Certificats de dépôt	29/08/2016	29/08/2018	100Tx révisable			11 306			
Certificats de dépôt	31/10/2016	31/10/2019	100Tx révisable			16 900			
Certificats de dépôt	26/04/2017	26/04/2019	100Tx révisable			50 964			
Certificats de dépôt	04/01/20								



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2017

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur comptable nette	— Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice —			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES									
BMCI LEASING	Crédit-bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	31/12/2017	194 139	8 880	22 609
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	55 454	51 302	31/12/2017	8 904	2 852	1 473
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	20 000	31/12/2017	14 184	-545	0
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	1 507	12/12/2017	2 911	-183	
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/2017	11 462	10 488	12 800
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	5 380,00	31/12/2017	5 895	172	
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	29/12/2017	1 378	-532	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	31/12/2017	30 407	30 218	27 500
BMCI DÉVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	29/12/2017	-2 459	-405	
BMCI GESTION SOLIDARITÉ		1 000	0%	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500				
DELTA RECouvreMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	290	12/12/2017	241	-28	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	27 339	31/12/2017	60 645	31 917	16 683
Sté Immobilière Sidi Maârouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	31/12/2017	6 322	-2 249	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS									
Centre Monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2014	169 112	40 260	10 400
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/2015	13 045	-594	
BDSI	Maintenance et dével Inform	16 000	11%	1 760	1 760	31/12/2017	52 262	10 625	0
Sté immobilière Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPIB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2014	24 134	4 619	1 527
SOGEPOS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2015	42 373	7 895	0
BNP PARISBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process BACK-OFFICE	14 600	4%	584	584	31/12/2017	25 236	1 087	55
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
Bourse de Casablanca	Bourse	387 518	3,04%		11 765	30/06/2016	616 178	33 570	
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2015	501 442	25 397	287
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530	31/12/2015	28 996	-4 494	
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000	31/12/2015	52 982	-410	
Divers				2 949	2 949				114
TOTAL					296 077				93 448

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2017

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice (1)	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	— Amortissements et/ou provisions —			Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	804 595	63 355	11 307	856 643	284 817	58 437	111	343 143	513 501
Droit au bail	157 513	51	10 950	146 614	2 667	0	0	2 667	143 946
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	647 082	63 304	357	710 029	282 149	58 437	111	340 475	369 554
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 945 584	82 132	39 156	2 988 559	1 487 539	139 114	19 308	1 607 346	1 381 214
Immeubles d'exploitation	1 672 059	10 423	-12 285	1 694 767	626 109	62 029	6 444	681 693	1 013 074
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 600 849	10 277	-14 988	1 626 114	604 286	60 455	5 089	659 651	966 463
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 917	145	2 703	39 359	21 822	1 574	1 355	22 042	17 318
Mobilier et matériel d'exploitation	496 159	12 076	10 562	497 672	388 138	32 532	10 094	390 577	107 096
Mobilier de bureau d'exploitation	163 638	3 750	3 110	164 278	128 386	7 326	3 040	132 671	31 607
Matériel de bureau d'exploitation	54 984	49	6 645	48 387	48 515	3 186	6 629	45 073	3 314
Matériel informatique	277 483	8 278	807	284 954	191 183	22 020	424	212 780	72 174
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
Autres matériels d'exploitation									
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	681 949	23 127	5 809	699 267	479 909	43 070	2 734	520 245	179 023
Immobilisations corporelles hors exploitation	37 915	5 564	1 967	41 512	13 384	1 484	36	14 831	26 680
Terrains hors exploitation	1 500	0	1 500	0	0	0	0	0	0
Immeubles hors exploitation	32 388	5 029	467	36 960	10 818	1 204	36	11 986	24 974
Mobilier et matériel hors exploitation	4 017	535	0	4 552	2 566	280	0	2 846	1 706
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	57 502	30 942	33 103	55 341	0	0	0	0	55 341
TOTAL	3 750 178	145 486	50 463	3 845 202	1 772 356	197 552	19 419	1 950 488	1 894 714

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations.

PROVISIONS DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

En milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2017
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR	4 728 508	816 861	539 217	-2 209	5 003 944
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
Créances sur la clientèle	4 701 545	803 456	521 092	-2 209	4 981 700
Titres de placement	15 517	6 286	15 517	0	6 286
Titres de participation et emplois assimilés	8 030	5 651			13 681
Autres titres de participations	2 608	0	2 608	0	0
Immobilisations en crédit-bail et en location	248	1 468	0		1 716
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	408 714	83 636	264 762	-3 284	224 304
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	50 149	0	32 000	0	18 149
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	7 237	0	3 392	0	3 845
Provisions pour risques généraux et charges	351 304	83 636	229 370	-3 284	202 286
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					0
Provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL GÉNÉRAL	5 137 222	900 498	803 979	-5 493	5 228 247

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2017

I. DATATION	
Date de clôture (1)	31 décembre 2017
Date d'établissement des états de synthèse (2)	2 mars 2018

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{RE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

DATES	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables
	NEANT
	NEANT



MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2017

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	Montant	Taux de rendement moyen	Coût moyen
Encours moyens des emplois	41 811 742	5,37%	
Encours moyens des ressources	42 703 732		1,03%

INTÉRÊTS

	Montant 31/12/2017	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2016	Variation due à l'évolution du taux	Variation due à l'évolution des volumes
INTÉRÊTS PERÇUS	2 248 944		2 314 979		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
INTÉRÊTS VERSÉS	436 054		448 346		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					

Les encours moyens et intérêts 2017 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises).

COMMISSIONS

	Montant 31/12/2017	Dont montant relatif aux exercices précédents
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	30 106	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	82 814	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	5 497	

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice sorties	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	759 770	634 586	100 829	1 293 527	197 935	437 030	2 081	613	1 716	854 781
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	750 991	628 944	100 829	1 279 106	197 359	432 770	-	-	-	846 336
➤ Crédit-bail mobilier en cours	480	825	-	1 305	-	-	-	-	-	1 305
➤ Crédit-bail mobilier loué	750 511	628 119	100 829	1 277 801	197 359	432 770	-	-	-	845 031
➤ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
➤ Crédit-bail immobilier en cours										
➤ Crédit-bail immobilier loué										
➤ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS	2 427	2 352	-	4 779	-	-	-	-	-	4 779
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	6 352	3 291	-	9 642	576	4 261	2 081	613	1 716	3 666
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	759 770	634 586	100 829	1 293 527	197 935	437 030	2 081	613	1 716	854 781

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2017

En milliers de DH

TITRES	Valeurs comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	457 345	457 345	437 800	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	457 345	457 345	437 800	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	0	0	0	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	8 796 519	8 790 233	8 602 283	35 529	6 286	6 286
Bons du trésor et valeurs assimilées	7 519 632	7 513 602	7 337 371	-	6 030	6 030
Obligations	28 374	28 374	28 380	34 541	-	-
Autres titres de créance	1 247 038	1 246 782	1 235 057	213	256	256
Titres de propriété	1 475	1 475	1 475	775	0	0
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9 253 864	9 247 578	9 040 083	35 529	6 286	6 286

Non inclus les intérêts courus à recevoir.

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2017

En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Titres dont l'établissement est dépositaire			67 443 724	63 317 907
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliés dont l'établissement est dépositaire			11 742 335	13 317 913
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PÔLE D'ACTIVITÉ AU 31/12/2017

En milliers de DH

	Activité I	Activité II	Activité III	Activité IV	Total
PRODUIT NET BANCAIRE					2 708 058
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 162 550
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					670 130

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

	En milliers de DH	
	31/12/2017	31/12/2016
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 655 365	3 596 023
2. (+) Récupérations sur créances amorties	11 472	1 102
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	7 397	23 992
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 721 148	-1 637 349
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-9 719	-9 848
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 334 887	-1 370 321
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-183 100	-141 674
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	425 380	461 924
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-993 964	-767 613
9. (+) Créances sur la clientèle	786 562	505 174
10. (+) Titres de transaction et de placement	-1 521 223	-941 663
11. (+) Autres actifs	-150 797	21 087
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-334 441	-214 653
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 215 975	1 045 496
14. (+) Dépôts de la clientèle	898 076	-61 095
15. (+) Titres de créance émis	2 527 884	857 987
16. (+) Autres passifs	229 443	35 387
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	225 566	480 108
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	650 945	942 032
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	4 735	1 674
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15 210	
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières		-12 906
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-145 927	-144 782
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	93 089	138 172
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-32 893	-17 842
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Variation de dettes subordonnées		
25. (+) Émission d'actions	0	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés		
28. (-) Dividendes versés	-663 964	-398 379
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-663 964	-398 379
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	-45 912	525 811
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 004 789	1 478 978
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 958 877	2 004 789

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2017

	En milliers de DH	
	Montant	Montant
INTITULÉS		
RÉSULTAT NET COMPTABLE	487 030	
Bénéfice net	487 030	
Perte nette		
RÉINTÉGRATIONS FISCALES	322 241	
I. COURANTES	12 950	
→ Cadeaux à la clientèle	3 367	
→ Redevances et locations non déductibles	266	
→ Pénalités et amendes	16	
→ Dons, subventions et cotisations	559	
→ Sponsoring & Mécénat culturel	8 741	
→ Frais de réception et événements exceptionnels	0	
→ Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	309 291	
→ IS	183 100	
→ Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	20 484	
→ Charges non courantes	75 620	
→ Provisions pour risques généraux	27 787	
→ Charges sur exercice antérieurs	2 301	
DÉDUCTIONS FISCALES		314 406
1. COURANTES		93 089
→ Dividendes		93 089
2. NON COURANTES		221 317
→ Reprise de provisions pour investissement		0
→ Reprise de provisions pour autres risques et charges		221 317
TOTAL	809 271	314 406
RÉSULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		494 865
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		494 865
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		MONTANTS
CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

NATURE	En milliers de DH					
	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Droit au bail	7 900	0	7 900			7 900
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation	1 698	1 529	169			169
Logiciel informatique	254	106	148			148
Immeubles exploitation bureau	21 040	5 089	15 951			15 951
Immeubles hors exploitation	467	36	430			
Terrain exploitation	0	0	0			
Agencement Aménagement et Installation	4 485	2 254	2 231			2 231
Agencement Aménagement et Installation			0			
Mobilier de bureau	3 110	3 040	69	244	174	
Matériel roulant	0	0	0			
Matériel roulant de fonction	0	0	0			
Matériel de bureau	6 645	6 629	16	307	291	
Immeubles exploitation logement de fonction	2 703	1 355	1 349	5 000	2 154	
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction	1 281	312	969	26 500	25 116	17
Aménagement nouveaux locaux			0			
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	74	35	39			39
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)			0			
Matériel Informatique (GAB & TPE)	204	124	80			80
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)	12	4	8			8
Télécommunications	517	262	255			255
Mobilier logement de fonction			0			
Terrain hors exploitation	1 500	0	1 500			
TOTAL GÉNÉRAL	51 891	20 775	31 115	32 051	27 735	26 799

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2017

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie				Conditions de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	- Dont entreprises liées -		- Dont autres apparentés -	
	de l'emprunt	Cours	Taux	Durée			31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,37%	10	Subordination classique	225 000		27 800	27 800	
TOTAL	750 000					750 000	0	0	27 800	27 800

Deloitte.

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca

pwc
35, Rue Aziz Belal
20 330 Casablanca

Aux actionnaires de la
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2017

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de **8.648.774 KMAD**, dont un bénéfice net de **487.030 KMAD**.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relative à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2017 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérfications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 20 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca
Tél: 0212 22 40 2578/3481
Fax: 0212 22 40 78

Fawzi Britel
Associé

PwC Maroc SARL
35, Rue Aziz Belal
20 330 Casablanca
Tél: 0212 22 40 2578/3481
Fax: 0212 22 40 78

Mohamed Rqibate
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux exercices 2017 et 2016. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe (I) au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2015 est consultable dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017 sous le numéro D.17-0132.

BILAN AU 31/12/2017	En millions d'Euros	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016
ACTIF		
Caisse, banques centrales	178 446	160 400
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
↳ Portefeuille de titres de transaction	119 452	123 679
↳ Prêts et opérations de pensions	143 558	152 242
↳ Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	96 932	87 644
↳ Instruments financiers dérivés	230 230	328 162
Instruments financiers dérivés de couverture	13 756	18 133
Actifs financiers disponibles à la vente	231 975	267 559
Prêts et créances sur les établissements de crédit	45 670	47 411
Prêts et créances sur la clientèle	727 675	712 233
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 064	4 664
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 792	6 100
Actifs d'impôts courants et différés	6 568	7 966
Comptes de régularisation et actifs divers	107 211	115 967
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 812	6 910
Immuebles de placement	7 065	1 911
Immobilisations corporelles	24 148	22 523
Immobilisations incorporelles	3 327	3 239
Écarts d'acquisition	9 571	10 216
TOTAL ACTIF	1 960 252	2 076 959
DETTES		
Banques centrales	1 471	233
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
↳ Portefeuille de titres de transaction	69 313	70 326
↳ Emprunts et opérations de pensions	172 147	183 206
↳ Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	53 441	54 076
↳ Instruments financiers dérivés	228 019	318 740
Instruments financiers dérivés de couverture	15 682	19 626
Dettes envers les établissements de crédit	76 503	75 660
Dettes envers la clientèle	766 890	765 953
Dettes représentées par un titre	148 156	153 422
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 372	4 202
Passifs d'impôts courants et différés	2 466	3 087
Comptes de régularisation et passifs divers	86 135	99 407
Provisions techniques des sociétés d'assurance	203 436	193 626
Provisions pour risques et charges	11 061	11 801
Dettes subordonnées	15 951	18 374
TOTAL DETTES	1 853 043	1 971 739
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	91 094	86 794
Résultat de la période, part du Groupe	7 759	7 702
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	98 853	94 496
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	3 130	6 169
TOTAL PART DU GROUPE	101 983	100 665
Réserves et résultat des minoritaires	5 352	4 460
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	(126)	95
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES	5 226	4 555
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	107 209	105 220
TOTAL PASSIF	1 960 252	2 076 959

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS À L'EXERCICE 2017	En millions d'Euros	
	Exercice 2017	Exercice 2016
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	11 310	11 210
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et autres ajustements hors résultat	19 811	12 474
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4 550	4 444
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	190	155
Dotations nettes aux provisions	10 021	10 241
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(713)	(633)
Charges (produits) nets des activités d'investissement	(453)	56
Charges nettes des activités de financement	355	1 232
Autres mouvements	5 861	(3 021)
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(2 154)	1 977
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	5 771	(19 515)
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec la clientèle	(16 024)	25 749
Augmentation nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	16 079	3 045
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(6 107)	(5 163)
Impôts versés	(1 873)	(2 139)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	28 967	25 661
Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations	527	468
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 347)	(1 485)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(820)	(1 017)
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(3 457)	(1 834)
Augmentation (diminution) de trésorerie provenant des autres activités de financement	308	(2 608)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(3 149)	(4 442)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(5 900)	2 587
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	19 098	22 789
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période	155 963	133 174
Comptes actifs de caisse, banques centrales	160 400	134 547
Comptes passifs de banques centrales	(233)	(2 385)
Prêts à vue aux établissements de crédit	6 513	9 346
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 775)	(8 527)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	58	193
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période	175 061	155 963
Comptes actifs de caisse, banques centrales	178 446	160 400
Comptes passifs de banques centrales	(1 471)	(233)
Prêts à vue aux établissements de crédit	8 063	6 513
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(9 906)	(10 775)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(71)	58
AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	19 098	22 789

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017	En millions d'Euros	
	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	40 785	40 894
Intérêts et charges assimilés	(19 011)	(18 518)
Commissions (produits)	13 231	12 765
Commissions (charges)	(5 777)	(5 563)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	5 733	6 189
Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	2 338	2 211
Produits des autres activités	42 041	36 532
Charges des autres activités	(36 179)	(31 099)
PRODUIT NET BANCAIRE	43 161	43 411
Frais de personnel	(16 496)	(16 402)
Autres charges générales d'exploitation	(11 729)	(11 279)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 719)	(1 697)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	13 217	14 033
Coût du risque	(2 907)	(3 262)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	10 310	10 771
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	713	633
Gains nets sur autres actifs immobilisés	488	(12)
Écarts d'acquisition	(201)	(182)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	11 310	11 210
Impôt sur les bénéfices	(3 103)	(3 095)
RÉSULTAT NET	8 207	8 115
Dont intérêts minoritaires	448	413
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	7 759	7 702
Résultat par action	6,05	6,00
Résultat dilué par action	6,05	6,00



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social : 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél : +212 (0) 5 22 46 10 00



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change